

# Forum&débats

« L'Union est le principal levier pour que tous les pays européens puissent avoir un rôle actif dans les décennies à venir. »

ANTONIO VITORINO

**ENTRETIEN** **ANTONIO VITORINO**, président de Notre Europe  
L'ancien commissaire européen explique pourquoi l'Allemagne assume un leadership croissant dans la zone euro et appelle à des politiques combinant rigueur et croissance

## « L'Union européenne aura plusieurs noyaux »

**L**orsque vous étiez commissaire européen, vous avez activement participé aux travaux de la convention qui proposa en 2003 un projet de traité constitutionnel. Aujourd'hui, l'Allemagne demande une nouvelle révision des traités pour enrayer la crise de la zone euro. Est-ce la solution ?

**Antonio Vitorino** : Les réponses doivent s'étaler dans le temps. A court terme, avant d'engager un processus de révision, il faut créer une chaîne de commandement pour la gestion de la zone euro ; assurer une coordination effective des politiques budgétaires nationales, prévoyant contraintes et sanctions vis-à-vis d'objectifs définis en commun ; et garantir la connexion étroite entre l'assainissement des comptes publics et la croissance économique. Quant à la réforme des traités, elle devrait viser à renforcer la base légale de la zone euro. Il faut en effet reconnaître à l'Eurogroupe un rôle spécifique, en étroite relation avec la Commission.

**La zone euro va-t-elle devenir le noyau dur de l'Union européenne ?**

**A.V.** : À l'avenir, l'Union aura plusieurs noyaux et les pays qui auront le plus d'influence seront ceux qui seront présents dans tous, ou dans la plupart d'entre eux : la monnaie, la défense, la libre circulation des personnes... Ce seront des noyaux à géométrie variable avec un socle commun, le marché unique. La zone euro sera sans nul doute le cœur de l'intégration économique européenne.

Dans cette Europe-là, ceux qui voudront aller de l'avant ne devront pas être retardés par ceux qui refusent mais il faudra sauvegarder deux principes. D'abord, une



GERARD CERLES / AFP

**Antonio Vitorino** : « Nous, Européens, devons nous habituer à être une région comme les autres, mais avec des valeurs et des intérêts propres. »

logique inclusive, c'est-à-dire garder la porte ouverte à ceux qui voudront rejoindre les noyaux, dès lors qu'ils rempliront les critères d'adhésion. Ensuite, un cadre institutionnel unique, pour garantir que les groupes qui avancent ne se distancient pas trop de l'ensemble du projet européen. Il faudra sauvegarder la vocation universelle des institutions de l'Union, qu'il s'agisse de la Commission, du Parlement et du Conseil, pour garantir la cohésion du projet politique.

**L'Allemagne n'est-elle pas en train de dicter les règles du noyau dur économique ?**

**A.V.** : Elle a un rôle très important,

qu'elle est en train d'apprendre. Son poids économique et institutionnel accru lui donne des responsabilités de leadership.

**Pourquoi a-t-elle souvent tardé à prendre la mesure de la crise ?**

**A.V.** : Elle a mis du temps à définir quel était son intérêt national. À l'issue d'un vif débat politique interne, elle a compris que si l'euro échouait, c'était l'Union européenne dans son ensemble qui défailait et que cela placerait l'Allemagne dans une situation inconfortable et imprévisible. Elle a donc une nouvelle fois décidé d'être une Allemagne européenne, au sens d'un pays leader de la construction européenne. Historiquement, le choix fait par Bonn en faveur de la Communauté européenne, après la Seconde Guerre mondiale, avait contrarié deux autres tendances traditionnelles de ce pays : l'alliance préférentielle à l'Est, avec la Russie, et la domination en Europe centrale. La crise de l'euro a pu faire revenir des fantômes du passé. Mais je crois qu'elle a choisi la fidélité à son ancrage dans l'Union.

**Pourquoi ?**

**A.V.** : À l'échelle du monde, les pays européens et l'Union courent le risque d'être mis à l'écart, relégués dans un rôle secondaire. L'Allemagne, seule, ne pourrait échapper à une telle destinée, aussi

**L'Allemagne a-t-elle raison d'exiger de ses partenaires européens en crise une politique d'austérité ?**

**A.V.** : L'urgence absolue est de restaurer la discipline dans les dépenses publiques. Cela passe par une dure période d'ajustement pour certains États membres, mais qui intègre la nécessité de préserver leur croissance et leur cohésion sociale. En complément, une dynamique européenne doit être créée pour relancer la compétitivité et renforcer la croissance.

**Comment ?**

**A.V.** : Par un approfondissement du marché intérieur. Et par une utilisation plus ciblée des fonds structurels. Peut-être, d'ailleurs, en laissant moins de liberté aux États dans la façon dont ils les utilisent. L'Union doit aussi jouer le rôle de levier de certains investissements structurants, via l'émission d'obligations européennes, dans les secteurs de l'énergie, des télécoms, des réseaux ferroviaires... autant d'investissements structurants et propulseurs de développement économique.

**Le projet européen suscite des doutes. Quel est son sens aujourd'hui ?**

**A.V.** : L'Union paraîtra légitime si elle produit des résultats. Les Européens ont une conscience diffuse qu'il y a un risque sérieux de mise à l'écart du continent. La solution est de trouver une unité de projets à l'échelle de l'Europe. Les enjeux internationaux du commerce, du climat, de l'énergie, des finances, exigent une voix unique. Nous, Européens, devons nous habituer à être une région comme les autres, mais avec des valeurs propres et des intérêts que nous avons la ferme détermination de défendre. Nous sommes à la recherche d'une amélioration de notre représentation extérieure, de notre capacité de décision interne, et de notre capacité de compétition à l'échelle internationale. Ne soyons ni dans l'arrogance ni dans le complexe de décadence.

RECUEILLI PAR JEAN-CHRISTOPHE PLOQUIN

### REPÈRES

#### UN JURISTE PASSÉ PAR BRUXELLES

● **Né en 1957 à Lisbonne**, Antonio Vitorino a été commissaire européen à la justice et aux affaires intérieures de 1999 à 2004 au sein de la Commission présidée par Romano Prodi. Avec Michel Barnier, il représenta la Commission au sein de la convention sur l'avenir de l'Union chargée d'élaborer un projet de Constitution européenne.

● **Ce juriste a été un proche collaborateur de Mario Soares**, président du Portugal de 1986 à 1996. De 1995 à 1997, il a été ministre de la présidence et ministre de la défense nationale. Député pendant plus de vingt ans, il s'est retiré de la politique en 2007.

● **Avocat international**, il préside, depuis mars dernier, Notre Europe, centre de réflexion fondé par Jacques Delors.